

## Une "bavure" de l'armée algérienne

Le massacre des sept moines français de Tibéhirine en 1996, longtemps imputé à un groupe islamiste, résulterait d'une "bavure" de l'armée algérienne. C'est ce qu'a déclaré devant la justice, le 25 juin dernier, un ancien attaché militaire français à Alger. Selon le général François Buchwalter, les moines auraient été tués lors d'une opération hélicoptérée contre les maquis islamistes entre Blida et Médéa. "Les hélicoptères de l'armée algérienne ont survolé le bivouac d'un groupe armé et ont tiré, s'apercevant ensuite qu'ils avaient non seulement touché des membres du groupe armé mais des moines", raconte lundi une source proche du dossier, rapportant les propos d'un général français.

Autre article sur "Le Figaro" en suivant ce lien.

Le militaire français a affirmé au juge d'instruction tenir ses informations d'un ancien camarade algérien de l'école militaire de Saint-Cyr, dont le frère était chef d'une escadrille d'hélicoptères à Blida, à mi-chemin entre Tibéhirine et Alger, et qui avait participé à cette "bavure". "Les corps des moines étaient criblés de balles", a rapporté le général Buchwalter.

Deux versions s'opposent

La version officielle de l'armée algérienne est tout autre. Selon elle, c'est le Groupe islamique armé (GIA) qui a exécuté les trappistes. Le GIA a d'ailleurs revendiqué les assassinats des moines le 23 mai 1996, près de deux mois après les avoir enlevés. Seules leurs têtes ont été retrouvées, ce qui vient à présent renforcer la thèse d'une bavure, estime pour sa part l'avocat des parties civiles, Me Patrick Baudouin. "Nous avons aujourd'hui la confirmation de ce que nous avons toujours dit, pour la partie civile. Dans cette affaire, et depuis le début, il y a un règne de l'omerta, de la dissimulation et du mensonge", dénonce ce dernier, interrogé par lepoint.fr ( cliquez ici pour lire l'interview ).

Le général Buchwalter a expliqué aussi avoir rendu compte par écrit du mitraillage des moines au ministère de la Défense, à l'état-major des armées et à l'ambassadeur de France alors en poste à Alger, Michel Levêque. "Mais il n'y a pas eu de suites, ils ont observé le black-out demandé par l'ambassadeur", a-t-il assuré.

Interrogé lundi sur cette affaire, Nicolas Sarkozy souhaite que "la justice aille au bout de son travail". Après ces révélations jugées "crédibles", Me Patrick Baudouin compte d'ailleurs demander "une levée du secret-défense" et l'audition de plusieurs responsables français. Parmi eux, Michel Levêque, l'ambassadeur de France alors en poste à Alger, Hervé de Charette, alors ministre des Affaires étrangères, mais aussi le responsable de la DGSE [Direction générale de la sécurité extérieure] de l'époque, Jacques Dewatre, et enfin celle du général Rondot, responsable de la DST [Direction de la surveillance du territoire].

Article paru dans "Le Point " du 6 juillet 2009